



Service : urbanisme
JN.V/CPT/SM/MM/JL
N°AR-2025-033

REPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DU NORD

Ville de Marly

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : arrêté de numérotation des parcelles B 6929, B 6927, B 6918, B 6932, B 6935, B 6941, B 6921, B 6938, B 6926, B 6923, B 6940, B 4317, B 4316, B 6939, B 4319, B4318, emprise foncière nouveau BTP CFA de Marly

Le Maire,

Vu la loi portant sur la Différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification du 8 et 9 février 2022

Vu le décret N°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts fonciers au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-28,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R 2512-6 et suivants portant sur la police des voies et des immeubles,

Vu les autorisations d'urbanisme PC 059383 21 O0028 et PC 059383 21 O0028M01 portant sur la création d'un Centre de Formation des Apprentis,

Considérant le plan de division réalisé par la société Gexpeo le 22 juin 2023,

Considérant la construction nouvelle aux angles de la rue du Roussillon et de l'avenue de Flandres consécutive à la mise en œuvre des PC 059383 21 O0028 et PC 059383 21 O0028M01

Considérant que le numérotage des constructions constitue une mesure de police générale que seul le Maire peut prescrire,

Considérant que le numéro de voirie est indispensable pour être facilement localisable et bénéficier de l'ensemble des services offerts à la population : distribution du courrier, service à la personne, accès des services publics et d'urgence...,

ARRETONS

ARTICLE 1^{er} : le numérotage des bâtiments est assuré dans la commune conformément aux prescriptions du présent arrêté,

ARTICLE 2 : le numérotage comporte, pour chaque rue, une série de numéros, à raison d'un seul numéro par immeuble caractérisé par l'entrée principale,

ARTICLE 3 : la série de numéro d'une rue régulièrement numérotée est formée de nombres pairs sur le côté droit et de nombres impairs sur le côté gauche,

ARTICLE 4 : dans le quartier de la Briquette, la numérotation continue étant préexistante, elle est donc retenue,

ARTICLE 4 : le bâtiment concerné étant situé parcelles B 6929, B 6927, B 6918, B 6932, B 6935, B 6941, B 6921, B 6938, B 6926, B 6923, B 6940, B 4317, B 4316, B 6939, B 4319, B4318, il est prescrit aux parcelles précisées ci-dessus la numérotation suivante : 1, L'adresse complète est : 1 rue du Roussillon – 59 770 MARLY,

ARTICLE 5 : le numérotage est matérialisé par l'apposition d'une plaque portant en chiffre le numéro de l'immeuble. La plaque sera apposée de préférence sur la façade de l'immeuble, au-dessus de la porte principale (ou immédiatement à défaut à gauche de celle-ci), ou sur le mur de clôture à gauche de l'accès naturel et piétonnier, ou à défaut, sur la boîte aux lettres qui se doit d'être en front à rue.

ARTICLE 6 : les frais de premier établissement et de renouvellement du numérotage pour cause de changement de série sont à la charge de la ville,

ARTICLE 7 : les frais d'entretien et de réfection du numérotage sont à la charge des propriétaires,

ARTICLE 8 : les propriétaires doivent veiller à ce que les numéros inscrits sur leur bâtiment soient constamment nets et lisibles et conservent leurs dimensions et formes premières.

Nul ne peut, à quelque titre que ce soit, faire obstacle à leur opposition et ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de ceux apposés,

ARTICLE 9 : aucun numérotage n'est admis que celui prévu au présent arrêté. Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité municipale,

ARTICLE 10 : les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements,

ARTICLE 11 : le présent arrêté sera

- Adressé au propriétaire,
- Adressé au service national de l'adresse de la Poste,
- Adressés aux services administratifs intéressés : EPCI, services du cadastre de la DGFIP, gestionnaires réseaux, services de secours,
- Renseigné dans la Base Adresse Nationale.

Le Maire:

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marly, le 06/02/2025

Le Maire



Jean-Noël VERFAILLIE

*Certifié exécutoire par le Maire compte tenu de sa
réception en Sous-préfecture le 06/02/2025
et de la publication le 06/02/2025*